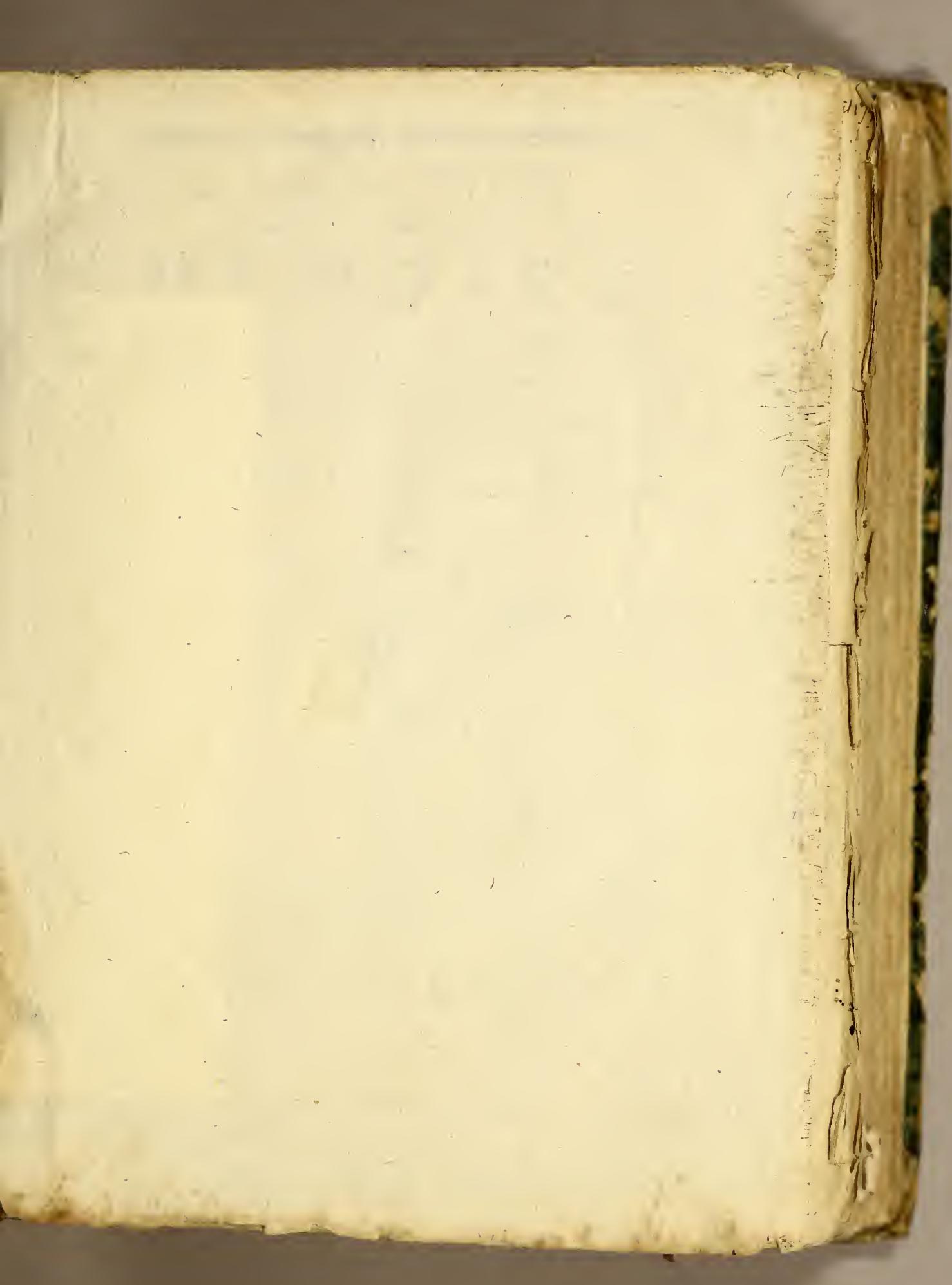


A 13c



John Carter Brown  
Library  
Brown University



Specimen Dorcularis, 6 Mo. 1840

Troisième Mois.

Decret sur les Etrangers  
N°. 32.  
Lettre de Salveret.

# COURRIER POLITIQUE DE LA FRANCE ET DE SES COLONIES.

PHILADELPHIE, le Samedi 30 Novembre 1793.

*The liberty of the press is the palladium of all civil, political, and religious rights of freemen. JUNIUS.*

Décret contre les Etrangers rendu dans la séance  
conventionnelle du 10 Septembre.

La convention nationale considérant que les puissances ennemis de la république, au mépris des droits de la guerre et des nations, se servent pour lui nuire, de ceux la même qui éprouvent tous les jours les effets de sa bienveillance;

Considerant que la sûreté publique commande des mesures de précaution que ses principes d'union et de fraternité avaient rejetées jusqu'à ce moment, décret ce qui suit :

Art. I. Les étrangers nés dans le territoire des puissances en guerre avec la république, seront arrêtés et mis en lieu de sûreté jusqu'à ce qu'il en soit autrement ordonné par la convention nationale.

II. Les artistes, les ouvriers et tous ceux qui sont employés dans les boutiques de travail ou dans les manufactures, sont exemptés de ce décret, à condition que deux citoyens de leur commune, certifieront de leur patriotisme.

III. Sont aussi exemptés de ce décret, tous ceux qui, sans être artistes ou ouvriers, ont donné des preuves de leur civisme et de leur attachement à la révolution française depuis qu'ils résident en France.

IV. Pour attester leurs principes, les étrangers seront tenus, huit jours après la publication de la présente loi, de se rendre à l'assemblée du conseil général de la commune ou de la section à laquelle ils appartiennent, et d'y produire l'avis : les artistes et les ouvriers, les deux témoins qui doivent répondre d'eux, et les autres, les pièces justificatives ou preuves de leur civisme.

V. Tout citoyen aura le droit d'alloquer contre eux les faits qui pourraient donner des soupçons sur la pureté de leurs principes, et si ces faits sont reconnus vrais, les accusés seront mis en état d'arrestation.

VI. Si leur civisme est reconnu, les officiers municipaux ou des sections, leur déclareront que la république française leur accorde les avantages de l'hospitalité ; leurs noms seront inscrits sur la liste des étrangers qui sera affichée dans la salle de chaque maison commune, et on leur délivrera un certificat d'hospitalité.

VII. Ils ne pourront sortir, ni changer de domicile, sans être munis de leurs certificats qu'ils seront obligés d'exhiber toutes les fois qu'ils en seront requis par les autorités constituées. Ceux qui contreviendront à cette disposition, seront arrêtés comme suspects.

VIII. Seront sujets à la même peine ceux qui ont fait l'agiotage ou qui vivent de leurs revenus sans rien faire, ou sans propriétés connues.

IX. Ceux qui seront convaincus d'espionnage, ou d'avoir entretenu correspondance, soit avec les puissances combinées, soit avec les émigrés ou avec tels autres ennemis de la France, seront punis de mort, et leurs biens confisqués au profit de la république.

X. Ceux qui ne se seront pas présentés dans les huit jours après la publication de cette loi, devant l'autorité municipale ou leur section, pour obtenir leur certificat d'hospitalité, seront punis de dix années de fers, à moins qu'ils ne puissent justifier de maladie ou d'absence.

XI. Seront punis de mort ceux qui seront découverts sous un déguisement quelconque, ou qui seront supposés être d'un autre pays que celui où ils auront dû être nés.

XII. Les étrangers nés chez les puissances en guerre avec la république, et qui entreront en France après la publication du présent décret, seront déclarés conspirateurs, et comme tels punis de mort.

XIII. Les enfants des étrangers qui peuvent avoir été envoyés en France pour leur éducation, auront la liberté d'y rester, pourvu que les personnes qui en sont chargées répondent de leur civisme.

XIV. Quant aux étrangers nés chez les puissances avec lesquelles la république n'est point en guerre, ils seront obligés de justifier de leur civisme, comme il est prescrit pour les autres étrangers, et dans le cas où on leur refuserait des certificats d'hospitalité, ils seront tenus de quitter le territoire de la république dans 15 jours.

XV. Il est ordonné aux autorités constituées d'exécuter rigoureusement le présent décret, sous peine de répondre personnellement des événements.

Londres, 27 Septembre.

Un autre courrier du comte de Yarmouth est arrivé mercredi. Il ne paraît pas qu'il ait apporté de nouveaux détails sur la victoire remportée sur les Français le 14 du courant. Le duc de Brunswick était encore à leur poursuite.

28 Septembre. Les dernières lettres particulières reçues de l'armée, portent que la tranchée est ouverte devant Maubeuge, et que l'armée assiégante est sous les ordres du général autrichien comte Wenzel de Colleredo. On croit que la prise de cette place terminera la campagne.

Le général Omeara, commandant à Dunkerque, et qui avait été destitué, parce qu'on le soupçonnait de correspondre secrètement avec le duc d'York, s'est échappé. On assure qu'il est arrivé en Angleterre.

Porsmouth, 25 Septembre.

L'avant garde a mis à la voile ce matin, pour aller rejoindre la flotte du lord Howe. Le Dedale part ce soir.

Le vaisseau le Boyne est prêt pour la même destination, ou pour toute autre qu'on voudra lui donner.

Lettre (1) des Commissaires civils, délégués à Saint-Domingue, à l'homme de couleur Duvignau, gérant de l'habitation la Rivière et Géraud, au Canton d'Ennery.

Cap, le 18 Juillet, l'an 2 de la république.

Les Commissaires civils de la R. F. à Duvignau, commandant militaire d'Ennery.

Brandicourt (2) était l'enfant gâté de la république ; il lui devait son existence. Il a trahi sa patrie ; il a livré son poste ; il a livré sa troupe et ses armes ; il a voulu livrer aussi un autre poste qui était sous ses ordres. A qui désormais nous fier ? Nous n'en savons rien.

Vous enfant du 4 avril, vous et tous vos frères, abandonnerez-vous la république, qui n'existe que par l'égalité ? Nous laisserez-vous seuls soutenir la

(1) Duvigneau s'étant empressé dans le temps de rendre publique cette lettre, et craignant les conséquences de son indiscretion, voulut passer dans la partie espagnole avec un certain nombre de ses frères ; il fut arrêté et conduit dans les cachots du Port-au-Prince avec les blancs de son quartier.

(2) Ce M. Brandicourt commandait le cordon de l'Ouest après l'émigration de M. de Neuilly. Il émigra bientôt lui-même avec les troupes qu'il avait sous ses ordres.

colonie et la république ? Nous la soutiendrons au péril de nos têtes, et nos têtes ne tomberont pas.

Prenez garde aux blancs qui vous entourent : leurs principes sont détestables. Si vous vous laissez égarer ou dominer par eux, vous vous perdrez avec eux. Les Espagnols et les brigands ont l'audace de vous attaquer ; ils brûlent et pillent ; ils vous font beaucoup de mal : combattez-les, repoussez-les, entrez chez eux si vous le pouvez ; vous avez du renfort en hommes ; vous avez reçu une pièce de canon de 4 et deux cents livres de poudre ; vous en recevrez incessamment. Nous allons prendre des mesures pour que vous receviez aussi des munitions de bouche ; mais quel que soit le succès, ce ne sera ni par les Espagnols ni par les brigands que la colonie perira ; ce sera par les contrariétés que nous éprouverons de la part des propriétaires. Les désastres du Cap ont déjà causé une grande secousse ; encore un pas en sens contraire à la direction que nous donnons, et tout est bouleversé. Nous ne serons plus les maîtres d'arrêter le torrent. Le sol ne perira pas ; les productions renaîtront ; mais les propriétaires ne seront plus les mêmes. Si l'on cède aux Espagnols ou aux brigands, ou si l'on molit devant eux, disons mieux, si nous ne faisons pas la conquête de l'Espagnol, les Espagnols et les brigands envahissent tout, pillent, brûlent et dévastent tout. Si vous contrariez les mesures que nous prendrons pour préparer graduellement, sans nuire à la culture, un affranchissement qui désormais est inévitable, cet affranchissement se fera tout à la fois par insurrection et par conquête, et dès-lors plus de culture, plus de propriétés. Que deviendra même la sûreté personnelle de chaque homme libre, quelle soit sa couleur ? Il ne restera plus à Saint-Domingue que le sang pur des Africains, et le sol ne sera plus qu'un monceau de cendres et de ruines.

Vous avez parmi vous des philanthropes imprudens, qui voudraient l'affranchissement subit et universel. Ceux-là n'ont pas calculé ce que produirait cette révolution, avec des hommes qui ne sentent pas encore la nécessité du travail, parce qu'ils n'ont encore que des jouissances bornées, et par conséquent peu de besoins. Vous avez des aristocrates de la peau comme il y en a parmi les blancs ; car ceux-ci n'humilient que leurs enfants, et ne les tiennent pas éternellement dans les fers ; et vous, c'est de vos pères que vous vous déclarez les ennemis ; ce sont vos pères que vous voulez tenir éternellement dans l'esclavage. Vous voulez être au niveau des anciens libres, et vous voulez conserver à jamais les monumens de votre origine servile !

Ayez donc enfin, un républicanisme pur ; osez vous élever à la hauteur des droits de l'homme ; sondez que le principe de l'égalité n'est pas le seul, que celui de la liberté existe avant lui, c'est bien assuré.

C'est beaucoup trop que les intérêts mal entendus de la culture coloniale, nous ayent forcés de com-

poser jusqu'apresent , avec les premières lois de la nature ; que la crainte des excès que pourrait commettre une peuplade encore brute , nous force d'attendre que la civilisation soit commencée. Avant de la declarer libre, ne lui laissez donc pas du moins, le temps de sentir la force et de déclarer son indeperdante, car alors tous les maîtres sont perdus.

*Signé , POLVEREL ET SONTHONAX.*

*Philadelphia , le 30 Novembre.*

Le ministre de la république française a donné 200 gourdes aux pauvres américains de Philadelphie. Cet acte de charité a été publié dans toutes les gazettes du continent à la suite des victoires que S. E. fait remporter aux sans collettes de France.

Les mechans affectent de faire remarquer aux bons cette petite tactique. Ils voudraient insinuer que les Etats-Unis payeront cher , s'ils n'y prennent garde , les petits préfens de l'ambassadeur des Jacobins. Mais c'est peine perdue. Le citoyen Genet a assuré tout le monde par une lettre qu'il vient d'adresser à tous les consuls de sa république dans les Etats-Unis. Cette pièce calculée pour servir de mémoire justificatif aux crimes dont les jacobins ont effrayé la terre , représente les français refugiés ici , surtout ceux qui ont sauvé quelques débris de leur fortune , comme des hommes très dangereux , en ce qu'ils font , dit l'apteur , craindre aux américains , que son excellence et ses agens , ne repétent ici les scènes de sang et de feu par lesquelles ses frères Sonthonax et Polverel ont devoré St. Domingue ; en ce qu'ils font craindre aux américains que leurs propriétés qui sont sous la sauve garde de la loi , comme l'étaient celles des français d'Europe et des colonies , ne deviennent la proie des jacobins qu'il protège , qu'il arme et qu'il foudroie. Il prévient que les colons ont bien mérité leurs infortunes par leur orgueil et leur insignifiance ; il dénonce leur dessein de voler à leur patrie , l'estime et la confiance des autres nations. Il dit s'être d'abord intéressé à leur sort et avoir fourni des secours à ceux qui en avaient besoin , lorsqu'ils n'étaient encore que malheureux ; il annonce qu'il va les faire connaître à la nation , et ordonne à ses consuls de poursuivre devant les tribunaux et de faire infliger un châtiment exemplaire à ceux qui calomnient ses faits ou ses intentions ; à l'exemple de Sonthonax et de Polverel qui dénonçaient leurs présumés calomniateurs , qui les faisaient assassiner , qui les envoyait en France ou dans le continent américain , tandis qu'ils liaient les chaînes de l'esclavage au mépris des serments qu'ils avaient faits à la face des autels de ne jamais attenter à l'esclavage nécessaire dans les colonies.

Citoyen Genet ! Ou personne ne te calomnie , ou tout le monde te calomnie ; et les colons de Saint-

Domingue , et les américains , et tes satellites , toi même.

Si tu aime la paix , si ton intention n'est pas à semer la discorde et la division dans les Etats-Unis d'en bouleverser le gouvernement , d'y repandre sang et d'y allumer des incendies , et si tu veux que en soit persuadé , commence par changer de conduite ne caresses plus servilement le peuple Américain ; n

plus la honte comme l'absence de ton ordre , de toute subordination ; ne prouve plus par tes actes , la vérité des menaces qu'on t'attribue n'insultes plus les fonctionnaires publics que tu t'éties à outrager ; renonce aux intrigues perfides à moyen desquelles tu sembles vouloir entraîner le peuple paisible et fortuné de ces climats , dans le parti de tes sanguinaires commettants , pour le conduire la misère et au désespoir des habitans de la France.

Si tu veux dénoncer des coupables , dénonce ceux qui ont violé ce territoire sur les personnes de MM de Rouvray , Kenscoff et Vesin ; dénonce les assassins de Saint-Domingue que tu reçois et que tu protèges ; dénonce les Américains qui t'ont perdu , en se bornant à retracer dans leurs écrits , ta conduite extravagante et coupable. Mais que dis-je ? dénonce plutôt ta conduite même , qui semble encourager tout le desordre que les Français de ton parti pourraient dans tout le Continent , far tout dans la ville que tu habites. Et la dénonçant ; demande grâce pour le passé , et promets d'agir mieux à l'avenir. Souviens-toi que si l'on peut calomnier un ministre , on peut à plus forte raison lui dire la vérité. Souviens-toi que jusqu'à présent il a été impossible de te calomnier ; que tout déposé contre toi. Souviens-toi que l'on n'a pas encore publié tout ce qui doit te démasquer , et que si par tes manœuvres sourdes ou par tes satellites , tu parvenais à faire immoler ceux dont la véracité t'épouvanterait le souvenir de tes faits , ni les infortunés que tu opprimes et que tu outrages , ne perdraient avec eux.

Je te parle en homme libre , et plus libre que toi car tes actions peuvent compromettre ta nation , et moi je ne compromets rien. M'accuseras tu de t'avoir enlevé l'estime des Américains ? mais il faudrait prouver que tu l'as eue , et que c'est moi qui te l'ai faite perdre. Je défie le juge le plus corrompu , si toutefois il en existe ici , de me condamner à des dommages pour le tort que je t'ai fait ; et d'ailleurs si tu agis bien , pourquoi craindrais-tu ce qu'on peut dire ou imprimer contre ton Excellence ? Si tu fais mal , c'est toi qui t'exposes à la censure , et tu n'as rien à dire

Je suis venu me refugier chez un peuple libre et généreux ; je sens tout le prix de l'hospitalité qu'il m'a accordée , et ce sera toujours en le tenant à garde contre ce qui pourrait troubler sa tranquillité ou perdre ses intérêts , que je me montrerai digne d'ajouter des avantages de son gouvernement , et que lui témoignera ma reconnaissance.

*L E R E D A C T E U R.*

V. L'ombre de PUFFENDOFF en est à sa sixième lettre au citoyen CENET; elle finit par prendre congé de lui pour le moment, et jusqu'à ce que de nouvelles extravagances de sa part l'arrachent encore au séjour tranquille des morts.

u Voici sa cinquième lettre.

ré ti Au citoyen C E N E T.

A votre arrivée à Charleston, cette ville remarquable par ses mœurs douces et hospitalières, vous étiez un accueil favorable. Vous y fûtes caressé par les hommes les plus respectables, et vous dûtes ces marques de bienveillance autant au préjugé qu'on a conçu contre l'une des puissances ennemis de la nation française, qu'à cette persuasion que les Français étaient un peuple vertueux, dont les efforts avaient à liberté pour objet. Il est vrai qu'on ne s'y prosternait point à vos genoux avec des adresses flatteuses. Les habitans de Charleston savaient que même comme ministre reconnu, vous n'aviez à traiter qu'avec le pouvoir exécutif de l'union, et ne deviez avoir avec eux aucune communication publique sur des affaires politiques. Ils n'ignoraient pas qu'étant encore un simple particulier dans les Etats-Unis, toutes civilités au-delà de celles qu'on doit à un individu respectable, seraient superflues et déplacées.

Comment avez-vous répondu à cette hospitalité généreuse et à ces marques d'affection? Piqué de n'avoir pas été seté à Charleston au son des cloches, aux salves d'artillerie, et de ne vous être pas vu entouré de citoyens avec des adresses pompeuses, vous avez faisi la première occasion d'insinuer que les habitans de cette ville n'étaient pas disposés en faveur des Français. Quelques personnes de la ville et du voisinage de Camden, admiratrices enthousiastes de votre nation, furent assez folles pour vous présenter une adresse. Dans votre réponse, vous vous exprimez ainsi : Depuis mon arrivée en Amerique, Citoyens, je n'ai jamais éprouvé autant de satisfaction qu'aujourd'hui, ... La société agréable que vous avez vue, la touchante hospitalité de quelques-uns des hommes les plus éclairés de l'Amerique, les preuves constantes de bienveillance dont vous avez été comblé à Charleston et dans la Caroline du Sud, s'effacerent bientôt de votre mémoire à la vue d'une adresse qui vous fut présentée par quelques individus qui vous étaient entièrement inconnus. Vous continuez ainsi : Et je vois que plus je penetre dans l'intérieur de votre heureux pays; plus je comdu munié avec ces généreux vétérans qui jouissent aujourd'hui des bienfaits de la vie rurale, après avoir si bravement combattu pour la cause de leur pays et de la liberté, plus je trouve que mes citoyens ont dans ce Continent des frères et des amis, .

En disant que plus vous vous éloigniez des bords de la mer, plus vous trouviez d'amis de la France,

vous vouliez faire contraster les dispositions des habitans du haut avec celles des habitans du bas pays et vous établîtes ce qui dans le fait était sans fondement. Si je suis bien informé, le peuple de la Caroline du Sud est en general ainsi de la France, et la seule différence qu'il y ait entre les habitans de Charleston et ceux de Camden, est que les premiers sont mieux instruits des nouvelles, qu'ils savent apprécier à sa juste valeur, le caractère des mœurs de la France; qu'ils se feraient bien gardes d'enfreindre la constitution, en présentant des adresses à des agents étrangers, et que les derniers, privés de ces avantages, se sont livrés sans réflexion à une impulsion mal dirigée.

Ce n'est pas qu'on doive blamer le peuple de Camden de n'avoir pas prévu les conséquences dangereuses qui devoient probablement résulter de leur conduite irréfléchie; mais vous qui etiez plus versé dans les affaires diplomatiques, deviez sentir qu'en recevant une adresse publique, et en y faisant une réponse publique, vous manquez de respect aux autorités constituées de la nation chez laquelle vous etiez envoyé.

La suite au numéro prochain.

## A V I S.

Le Redacteur donne avis qu'on ne souscrit, pour Philadelphie, que chez lui-même, seconde rue Sud, N° 181. Il prie les Receveurs des autres Villes de lui faire passer le prix des souscriptions qu'ils ont reçues, pour le mettre en état de payer les frais d'impression. On trouve chez lui des Collections complètes du trimestre du Radoteur et de celui du Courrier politique.

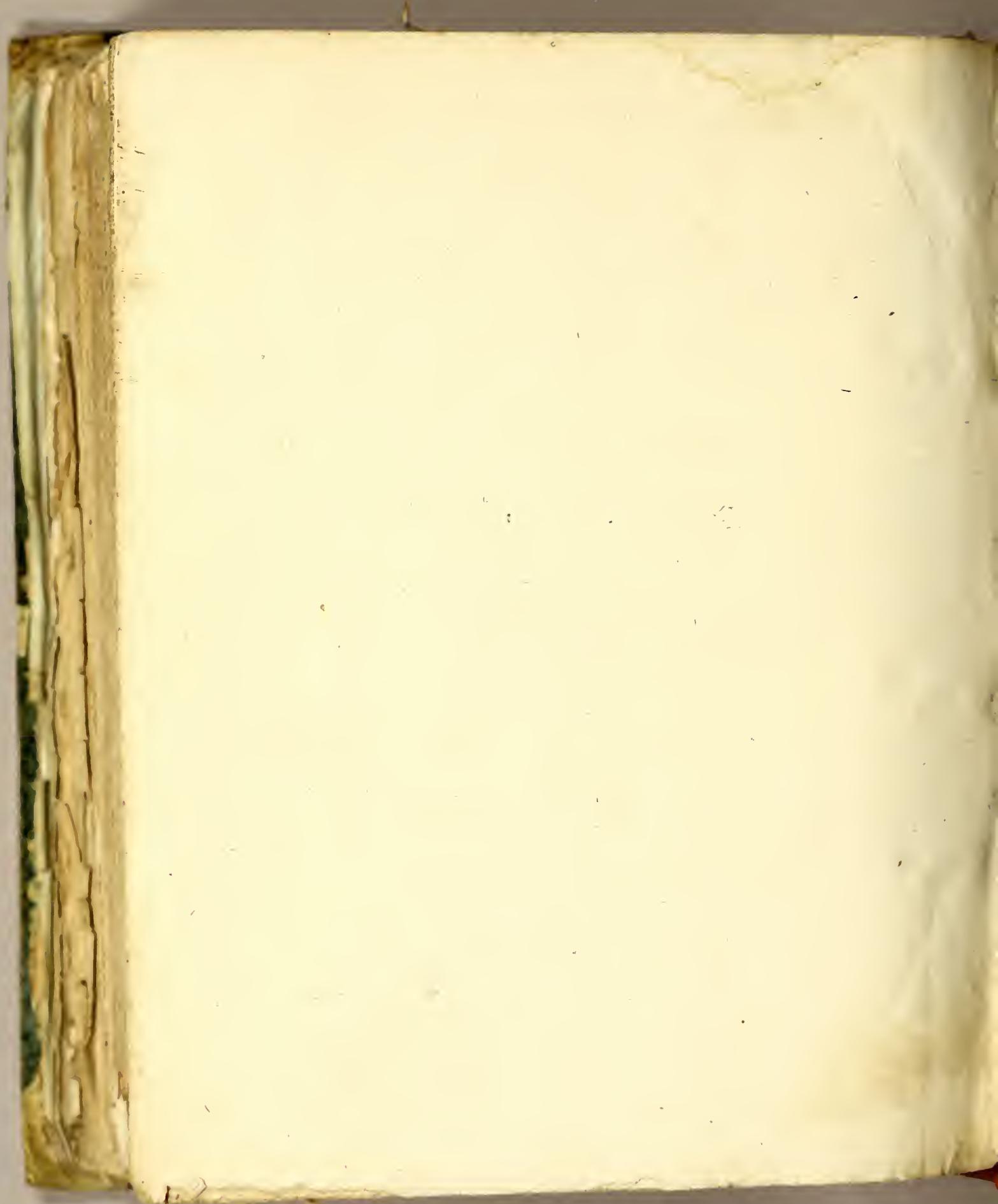
3 On a besoin d'un jeune negre français, ou d'une négresse qu'on louera au mois. S'adresser au bureau de ce journal.

3 Il a été égaré divers billets, comptes arrêtés, dossiers et divers billets de la Subvention établie au Cap. Les personnes qui les auront trouvés, soit en partie, soit en totalité, sont instantanément priées d'en faire un ou plusieurs paquets cachetés à l'adresse de MM. Foucher, frères à qui ces mêmes papiers appartiennent et de faire mettre le tout au bureau de la poste.

3 M. Clarens, coiffeur, ci-devant établi au Cap, offre ses services aux dames. Il excelle, surtout, dans la coupe des cheveux.

Madame Clarens son épouse, marchande de modes de Paris, fait et vend des chapeaux, bonnets, poufs, et mouchoirs à la créole dans le dernier goût; elle garnit les robes, fait des habits de bals, mantelets, pelisses, falles, manchons et tout ce qui concerne son état. Leur demeure est troisième rue Nord, N° 19.

chose publique le ~~permis~~ et la



E789  
T653w  
1-size  
v.3

